



Charles Alamba ? Ce nom ne rappelle rien aux Camerounais. Aux Congolais de République démocratique du Congo si. De tristes souvenirs.

Le terrible et très redoutable colonel Charles Alamba a exercé sous le président Laurent Désiré Kabila puis sous son successeur et « fils » Joseph Kabila comme procureur général près la Cour d'Ordre Militaire (COM) de Kinshasa. Il s'y est illustré par de multiples violations des droits humains (détentions arbitraires, assassinats, tortures, procès kafkaïens, etc.) sur ordres bien entendu de Joseph Kabila.

Lors du procès des présumés assassins de Laurent Désiré Kabila devant la COM en 2002, l'on a vu le colonel-procureur Charle Alamba requérir vigoureusement la peine de mort contre Eddy Kapend (détenu politique), aide de camp de Laurent Désiré Kabila, accusé d'avoir commandité l'assassinat de ce dernier. Le tort d'Eddy Kapend est d'avoir, après l'annonce de la nouvelle du décès de Laurent Désiré Kabila le 16 janvier 2001, adressé un message télévisé aux militaires et aux populations leur demandant de rester calme.

Véritable machine à terroriser, à tuer et à torturer de Joseph Kabila, le colonel Charles Alamba était très proche de ce dernier avec qui il avait l'habitude de faire du sport. Mais en 2003, le destin du procureur Charles Alamba va basculer. Accusé d'avoir commandité l'assassinat et mutilé le sexe de Steeve Nyembo, un haut cadre de la direction des Impôts à Kinshasa, le très

influent procureur général près la COM qu'il était va se retrouver en prison puis au banc des accusés à cette même Cour où il sera condamné à la peine de mort en 2004.

Charles Alamba est mort en prison l'année dernière des suites de maladie. Mais sa famille pense qu'il a été tué parce que témoin gênant au vu des missions secrètes qu'il exécutait sur ordres de Kabila. Le destin d'Edgard Alain Mebe Ngo'o au Cameroun (à l'exception de la mort qu'on ne lui souhaite pas) s'apparente à celui de Charles Alamba en RDC. Sacrifié après avoir exécuté de basses œuvres sur ordres ou au profit de Paul Biya et de son régime ainsi que d'en être un témoin gênant.

AFFAIRE TITUS EDZOA

D'abord, Paul Biya et Edgard Alain Mebe Ngo'o sont réputés très proches. Le premier, fut encadré par le père du second, Ngo'o Mebe. Mebe Ngo'o, étudiant, a grandi chez Paul Biya alors que ce dernier était Premier Ministre. Ensuite, à sa sortie de l'ENAM (Ecole nationale d'administration et de magistrature) en 1984, il a connu une ascension fulgurante dans la haute administration.

Préfet du Mfoundi (département dont Yaoundé est le chef-lieu) au moment de la démission de l'ancien secrétaire général à la présidence Titus Edzoa le 17 avril 1997 et de l'annonce de sa candidature pour la présidentielle de cette année-là, c'est Edgard Alain Mebe Ngo'o qui adressa une lettre de menaces à Titus Edzoa quelques jours avant son arrestation le 4 juillet 1997 alors que ce dernier non seulement recevait à son domicile des leaders de l'opposition mais aussi se livrait à des révélations explosives sur Paul Biya et son régime dans la presse. Difficile de croire que Mebe Ngo'o n'agissait pas sur ordre de Paul Biya.

Tout comme il est difficile de ne pas voir l'ombre de Paul Biya derrière les notes de renseignements commanditées dès 2005 par l'alors Délégué général à la sureté nationale (patron de la police) Mebe Ngo'o sur l'existence d'un fameux G11, groupe d'anciens ministres et Dg de sociétés publiques qui s'activait dans la perspective de la présidentielle de 2011. C'est ainsi que les anciens ministres Atangana Mebara, Urbain Olanguena Awono et Abah Abah Polycarpe se sont retrouvés en prison en mars et août 2008 pour « détournements de fonds ».

SCANDALES FINANCIERS ET ASSASSINATS

Si ces derniers sont les victimes de l'activisme de Mebe Ngo'o, il n'en demeure pas moins que Si Paul Biya n'avait pas intérêt à voir ses anciens proches collaborateurs en prison, il y a longtemps qu'il les aurait fait libérer. Edgard Alain Mebe Ngo'o est crédité d'une fortune colossale. Une fortune qu'il a sans doute acquise du temps où il fut directeur du Cabinet Civil. Illicitement bien sûr. L'ancien ministre de la Défense (juin 2009-octobre 2015)à est également au centre de plusieurs scandales financiers. Difficile de croire que les centaines de milliards détournés par Mebe Ngo'o depuis son passage au Cabinet civil lui profitait tout seul. Son « père adoptif » en percevait sans doute la commission. Autrement, il y a longtemps qu'il aurait sifflé la fin de la récréation plus tôt.

Mebe Ngo'o est également empêtré dans des crimes de sang. Lambert Yene Abega, un agent

de la sécurité militaire avait révélé dans la presse en 2014 que c'est sur instructions d'Edgard Alain Mebe Ngo'o, alors ministre de la Défense, que Jules Nkoum Nkoum, journaliste et DP du journal L'Observateur fut assassiné en novembre 2011 par les services de renseignement militaires à travers un accident de circulation déguisé. Jules Nkoum Nkoum avait dénoncé l'immensité de la fortune de Mebe Ngo'o dans ses articles. Ce dernier avait déjà averti le journaliste de ce qu'à travers ses articles contre lui, il savait le moral des militaires et mettait par conséquent à mal la sécurité du pays. Une sécurité si chère à Paul Biya.

MEBE NGO'O PROCHE DES INDEPENDANTISTES ANGLOPHONES ?

Qui oubliera les vies brisées par Mebe Ngo'o, notamment dans la police ? Patron de cette dernière entre décembre 2004 et juin 2009, Mebe Ngo'o fit révoquer fin 2006 Ebene Léopold et Junior Zogo, deux commissaires de police aujourd'hui réfugié politique en France qu'il fit accuser d'avoir extorqué de l'argent à des journalistes françaises. Mais en réalité, l'un d'eux, Ebene, enquêteur aguerris, avait mis la main sur des bandes de ces journalistes françaises qui contenaient des images accablantes sur certains pontes du régime, empêtrés dans des pratiques homosexuelles. Pour préserver ce socle important du pouvoir de Paul Biya que sont les pratiques sataniques, il fallait sacrifier des témoins gênants.

Après l'avoir mis au « garage » au ministère des Transports le 2 octobre 2015, Paul Biya s'est finalement débarrassé de Mebe Ngo'o le 2 mars dernier. Il ne fait plus l'ombre d'aucun doute que son « père adoptif » finira par l'envoyer en prison. Pas pour détournement, loin s'en faut. Trop facile ! Surtout pas pour ce qui garde Paul Biya au pouvoir jusqu'ici.

Mebe Ngo'o a sans doute hautement trahi son patron qui l'a fait « roi ». En se rapprochant des indépendantistes anglophones ? Les prochains jours nous en diront davantage. Mais aucun défenseur des droits humains ne devrait s'apitoyer sur le sort de Mebe Ngo'o. Le faire c'est ne pas hésiter à voler au secours de Paul Biya s'il lui arrive de perdre le pouvoir et de faire face à la justice.

Michel Biem Tong, web journaliste à hurinews.com
